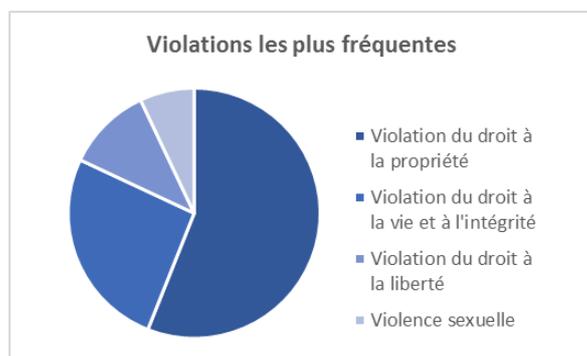


Situation Sécuritaire

La situation sécuritaire dans la région de l'Extrême-Nord reste volatile et imprévisible. Malgré le calme relatif observé ces derniers temps à la frontière, quelques tentatives d'incursions en territoire camerounais par des éléments de Boko Haram ont été observés et souvent déjoués par les membres des comités de vigilance des différents villages frontaliers. La Force Mixte Multinationale et le Bataillon camerounais d'intervention rapide (BIR) sont déployés le long de la frontière avec le Nigeria et sur la Route Nationale N1 allant vers Kousséri, dans le département du Logone-et-Chari. Ce déploiement a contribué à réduire considérablement le nombre d'attaques des combattants de Boko Haram dans les villages camerounais au cours de la semaine.

Monitoring de protection

Comparativement à la situation de protection de la semaine dernière au cours de laquelle 16 incidents de protection avaient été identifiés, la semaine sous-revue a permis d'en détecter 27. Les violations les plus fréquentes sont les violations du droit à la propriété avec 15 cas soit (56%), suivi des violations du droit à la vie et à l'intégrité physique avec 7 cas (26%), suivi de violation du droit à la liberté avec 3 cas soit (11%). Suivi des violences sexuelles avec 2 cas soit (7%).



Problèmes de protection identifiés

La période a été marquée par des cas d'enlèvements, de traitement inhumain et dégradant, de racket et d'entrave à la libre circulation des biens et des personnes, ainsi que d'homicide et de pillages dans les différentes zones d'installation des personnes

Activités de sensibilisation

Plusieurs activités ont été réalisées dans les centres d'informations par les moniteurs et les comités de protection dans les départements. Les thèmes suivants ont été abordés : la protection et les violences basées sur le genre ; la protection en situation d'urgence et l'accès aux services sociaux de base ; protection de l'enfance et les services disponibles et les droits des personnes déplacées internes. Les méthodes et moyens utilisés sont les groupes de discussion, les campagnes et sensibilisations de masse, les sensibilisations porte à porte, radio communautaire, vulgarisation du matériel de sensibilisation telle que les brochures et les affiches, etc. Durant la semaine il y a eu 1 discussion de groupe avec les hommes et 10 sessions de sensibilisations : 1 324 personnes dont 676 femmes, 327 hommes, 178 garçons et 143 filles ont participé par ces activités. L'accent a été mis sur les sites spontanés dans les différents arrondissements.

déplacées internes. Au cours des deux derniers mois, les attaques kamikazes ont diminué en nombre. La présence de mines persiste et les conséquences qu'elles comportent persistent.

Les cas d'enlèvement signalés font croire que les combattants de la secte islamistes cherchent des personnes qui seraient par la suite utilisées pour lancer des attentats kamikazes. Les forces de sécurité ouvrent des enquêtes, qui s'avèrent difficiles, pour retrouver les personnes enlevées.

Mouvements de population

Le 4 juin, 312 personnes de 56 ménages sont arrivées du Nigeria; elles sont installées dans un bâtiment administratif (Bureau de la douane) à Kolofata. Lors de l'enregistrement organisé par les moniteurs de protection, 188 enfants, 76 femmes dont 05 enceintes, 20 femmes allaitantes et 47 hommes ont été identifiés. Ces personnes proviennent de 13 villages différents du Nigeria entre autre: Boroche, Hourosseye, Tchakarmari, Aborosse, Ladamtari, Goumdori, Djoro, Blamori, Mangueri, Boudoumbori, Bladale, Mordo et Droilamda. La traversée de la frontière a eu lieu par étapes successives, car selon ces personnes, il faut attendre la nuit quand les assaillants ne sont pas actifs, pour traverser la frontière afin d'éviter être pris à partis. Elles ont l'intention d'aller au camp de Minawao pour recevoir la protection et l'assistance.



Séance de sensibilisation à Meme. UNHCR

Contacts:

Roseline Okoro, Deputy Representative (Protection), UNHCR Cameroun, okoro@unhcr.org
Francesco Ardisson, Senior ProCap Protection Officer, ardisson@unhcr.org